

J'ai écouté, lors de la dernière session, un membre de la profession médicale qui siégeait à ma droite; cet après-midi, j'en ai entendu un autre. S'il n'avait pas été si loin de la vérité, je crois que son discours m'aurait plu. Je tiens à protester vigoureusement contre la déclaration de l'honorable député de Gloucester (M. Veniot) au sujet de ceux que l'on assiste et qui sont sans emploi. L'honorable député a dit, cet après-midi, que la seule façon pour nos gouvernants de se dépêtrer du chômage était de faire revivre l'idée du travail chez les gens, de les obliger à donner quelque chose en échange de l'aide qu'ils reçoivent et de faire cesser cette mendicité, ce chantage, cette prime à l'oisiveté, cette façon de vivre au dépens de la caisse publique, grâce à quoi tant de gens ont vécu malhonnêtement depuis cinq ou six ans. A titre de représentant de citoyens dénués de toute ressource et aussi de quelques-uns appartenant à l'autre catégorie, je proteste vigoureusement contre ces mots: "malhonnêtement depuis cinq ou six ans". Si ces remarques s'étaient adressées à d'autres lieux peut-être ne m'en serais-je pas plaint, mais quand il s'agit de ces pauvres gens à bout de ressources qui sont assistés, je dois me lever et demander qu'on les rétracte. Si l'on a la preuve, alors ne tardons pas à corriger la situation. Il appartient à quelqu'un d'y remédier. Quarante-vingt-dix pour cent des assistés à qui j'ai parlé travailleraient et travailleraient bien, si seulement ils en avaient l'occasion et qu'on pût les rétribuer pour leur peine.

On nous dit que le Gouvernement fait beaucoup en plaçant des gens dans les exploitations agricoles. Or il les envoie là à raison de \$5 par mois. Je considère que c'est un affront à l'intelligence des Canadiens que ce système consistant à envoyer qui que ce soit travailler à raison de \$5 par mois. Si avec notre régime actuel on est incapable de procurer aux gens une existence convenable, alors il est temps de le changer, et si ceux qui sont à la tête du pays ne peuvent pas nous dire comment, ils devraient s'en aller et céder la place à d'autres qui veilleront au moins à ce que nos gens aient de quoi manger, se vêtir et se loger convenablement.

M. LIONEL CHEVRIER (Stormont): Monsieur l'Orateur, je crois savoir que la Chambre désirerait se prononcer par un vote ce soir, et je n'ai pas l'intention de retarder le scrutin. Je désirerais, toutefois, faire quelques brèves remarques au sujet du discours du trône; je puis assurer aux honorables députés que s'ils veulent bien m'écouter avec patience, je vais m'efforcer d'être très bref.

Depuis la dernière session de ce Parlement plusieurs événements d'une grande importance sont survenus tant au Canada qu'ailleurs. Ceux

qui se sont produits hors du Canada nous ont causé beaucoup d'inquiétude, car l'on se demandait si un autre grand conflit n'était pas imminent. En Europe, l'atmosphère politique est lourde d'incertitude. Ce qui s'est passé récemment en Espagne, le duel verbal entre l'Allemagne et la Russie, les exigences sans cesse croissantes des pays soumis au régime de la dictature ont rendu la situation incertaine et inquiétante, et il en résulte à l'heure qu'il est des conséquences fort graves. S'il survient un conflit, il mettra aux prises, semble-t-il, les classes sociales, et la lutte sera infiniment plus sérieuse qu'une guerre entre nations. Dans le domaine international notre pays a agi avec une grande prudence. L'attitude qu'a prise le premier ministre (M. Mackenzie King) à Genève devrait, je crois, recevoir l'approbation de la vaste majorité des citoyens de notre pays. Les démarches que les divers membres du cabinet ont faites en vue de créer de nouveaux débouchés commerciaux dans les grands pays d'Europe ont été bien accueillies dans tout le pays. L'idée de mettre un terme à l'isolement économique a fort contribué non seulement à jeter les bases de la paix, mais aussi à faciliter le relèvement économique vers lequel nous nous acheminons rapidement.

Au point de vue domestique, bien que la situation du Canada demeure sérieuse, bien que nous ayons encore d'importants problèmes à résoudre, tout indique que nous nous relevons rapidement de la crise économique. On ne peut s'empêcher de pousser un soupir de soulagement en consultant les statistiques de notre commerce d'exportation. A ce propos, il n'est que juste de dire que depuis l'époque relativement récente où le présent Gouvernement a pris le pouvoir il a su diriger judicieusement les destinées du pays. Ceux qui ont à cœur les intérêts de leur patrie ne peuvent que souhaiter qu'il continue à le faire et qu'il puisse mener à bon port le navire de l'Etat.

L'agriculture accuse un relèvement marqué. L'industrie du fromage a été particulièrement active. Jamais depuis 1930 les prix de cette denrée n'avaient atteint le niveau de 1936, le prix annuel moyen par livre pour l'année en question étant d'environ 13c.—12.76c. pour plus de précision. La valeur de nos exportations de fromage pour 1936 a dépassé de 4 millions de dollars celle de 1935. Il faut noter que la majeure partie de cet accroissement de notre commerce extérieur est attribuable à nos exportations vers le Royaume-Uni, le reste étant dû à nos expéditions vers les Etats-Unis. Il est en outre intéressant de noter qu'en 1935 nous n'avions exporté aux Etats-Unis que pour \$77,289 de fromage, alors qu'en 1936 ce dernier pays en a reçu pour un million et demi de dollars. Il importe également de noter que